

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 25 avril 1986

La séance est ouverte à 11 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, récemment, accompagnés des députés de North Vancouver—Burnaby (M. Cook) et de Spadina (M. Heap), nous assistions, au Guatemala, à une conférence des pays de l'Amérique latine sur la paix et la démocratie en Amérique latine.

Je veux remercier les autorités du Guatemala de leur chaleureuse hospitalité et leur souhaiter, dans cette nouvelle démocratie naissante, nos meilleurs vœux.

Dix huit pays étaient présents. Nous étions les seuls observateurs étrangers à y assister, et je suis convaincu que nous sommes revenus de cette conférence importante qui a duré une semaine durant la saison pascale avec au moins une opinion, c'est que seul le processus démocratique, seule la patience, pourront venir à bout des difficultés auxquelles on doit faire face actuellement en Amérique latine, surtout au sujet de la situation très délicate du Nicaragua. Ce n'est pas par l'agressivité, ce n'est pas avec les Contras que nous obtiendrons la paix, mais c'est en développant le processus du Contadora, de ces quatre pays, ainsi qu'avec les pays qui donnent leur appui au Contadora que nous obtiendrons véritablement la paix au Nicaragua et en Amérique latine.

* * *

● (1105)

[Traduction]

LE MULTICULTURALISME

ON CRITIQUE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, les modifications que le ministre de la Condition physique et du Sport amateur et ministre d'État chargé du Multiculturalisme (M. Jelinek) est en train d'apporter à la politique du multiculturalisme soulève à bon droit un tollé d'un bout à l'autre du Canada. Le ministre entend sortir les minorités ethniques des retranchements où il s' imagine qu'elles vivent. Il est convaincu qu'on aspire majoritairement, dans ces milieux, à répéter l'exploit de Stronach, président d'une société prospère, Magna International Inc. Il semble oublier que seul un petit

nombre de gens sont capables d'atteindre pareil degré de réussite.

Par contre, il remet en question divers programmes d'aide à l'établissement, à la formation linguistique et ainsi de suite, qui permettent aux immigrants ordinaires d'obtenir du travail au Canada. Il n'a pris aucune mesure afin d'accélérer l'accréditation des membres des professions libérales qui ont fait leurs études à l'étranger. L'importance exclusive qu'il accorde à l'esprit d'entreprise et à l'expansion commerciale s'est clairement exprimée lors de la conférence sur le multiculturalisme et les affaires. Toutefois, le multiculturalisme n'est pas à vendre. Il faudrait créer un ministère du Multiculturalisme, qui aurait d'énormes efforts à accomplir pour mieux mettre en valeur le multiculturalisme au Canada. Il ne s'agit pas de laisser tomber de bonnes initiatives avant qu'elles aient porté fruit.

* * *

LA SANTÉ

LA NOCIVITÉ DE LA CIGARETTE

M. Bill Attewell (Don Valley—Est): Monsieur le Président, il n'y a certainement aucun doute quant à la nocivité de la cigarette, tant pour la personne qui fume que pour ceux qui respirent sa fumée. En dépit des inquiétudes commerciales d'Imperial Tobacco et du grand conglomérat, Imasco, j'applaudis la récente décision d'Air Canada d'organiser des vols où il sera totalement interdit de fumer.

Des études actuarielles prouvent qu'à n'importe quel âge les fumeurs sont trois fois plus susceptibles de mourir que les non-fumeurs. Il y a de plus en plus de preuves médicales sur les dangers de la fumée de cigarettes des autres.

Au cours des années, j'ai vu plusieurs de mes amis mourir de cancer du poumon et c'est pourquoi j'appuie toute mesure volontaire ou législative qui non seulement aiderait les non-fumeurs, mais pourrait également dissuader les fumeurs et prolonger ainsi leur espérance de vie.

* * *

LA LOI SUR LE TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE

ON CRITIQUE L'OPPOSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

M. W. Paul McCrossan (York-Scarborough): Monsieur le Président, ces dernières semaines, les néo-démocrates ont soulevé des questions au sujet de la concentration des entreprises au Canada et des dangers que cela représente pour l'économie canadienne. Tous les députés sont conscients de ces dangers. C'est pourquoi le gouvernement a présenté le projet de loi C-91,